Chapitre XXXIX

L'EMPIRE (1804-1814)

L'Empire établi, Napoléon Bonaparte, Premier consul de la République, était proclamé empereur par le sénatus-consulte organique du 18 mai 1804 ; le sacre, par le pape Pie VII, intervint le 2 décembre de la nième année à Notre-Dame de Paris (frimaire an XIII).

À l'occasion de cette cérémonie et du couronnement, le maire de La Seyne reçut, avec ses collègues du Var, la communication suivante du sous-préfet de l'arrondissement de Toulon :

« An XIII (1804), le 8 frimaire. Le sous-préfet de Toulon à M. le Maire de la ville de La Seyne : Je vous annonce que le sacre et le couronnement de Sa Majesté l'Empereur sont fixés an II de ce mois, jour de dimanche, ainsi que vient de me l'annoncer M. le Préfet.

« Vous annoncer les cérémonies qui vont avoir lieu, c'est vous dire qu'il doit être célébré, ce jour-là, une fête dans toutes les communes de l'Empire. En conséquence, vous voudrez bien, au reçu de la présente, vous occuper de faire tous les préparatifs nécessaires pour la célébration de cette fête auguste afin qu'elle ait lieu, dans votre commune, avec toute la pompe dont elle est susceptible.

« Rien ne doit être épargné, Monsieur, pour que le peuple puisse témoigner sa joie et sa reconnaissance au chef de l'État à qui il doit, à juste titre, tant de bienfaits, de l'avoir tiré de l'abîme où il était plongé et de l'avoir mis dans l'avenir heureux que lui présente le commencement de son règne. Votre zèle me garantit d'avance que vous ne négligerez rien pour donner à cette fête, soit par des danses, courses, jeux, etc. toute la pompe dont elle est susceptible.

« Vous voudrez bien dresser procès-verbal de tout ce qui aura été fait et m'en adresser copie dans les vingt-quatre heures qui suivront cette fête et m'accuser réception de la présente.

« Le sous-préfet ».

L'AIGLE IMPÉRIALE (1804)

Par la volonté de l'empereur, elle remplaça, sur les drapeaux et étendards de l'armée, la fleur de lys des Bourbons, le fer de lance ou le coq gaulois de la première République. Il se fit, en outre, une première distribution des plus hautes décorations du nouvel ordre de la Légion d'honneur à un certain nombre de grands dignitaires, la première de ces décorations étant donnée au cardinal Caprara.

NOUVEAU PRÉFET DU VAR (1806)

Le préfet en fonctions jusque-là, Joseph Fauchet, fut remplacé le 10 avril 1806 par le baron d'Azémar qui administra le département jusqu'au 22 juin 1811 ; la mairie de La Seyne fut informée de la nomination du nouveau préfet par une lettre circulaire adressée à toutes les autorités locales, cantons et communes.

Le baron d'Azémar aura, comme successeur, le préfet Leroy, qui résida à Draguignan du 24 août 1811 au 17 juillet 1814.

VENTE D'ANCIENS FOURS (1809)

Le Conseil municipal, par sa délibération du 17 décembre 1809, autorise le bureau de bienfaisance de La Seyne à vendre trois fours, situés dans la commune de La Cadière et appartenant ci-devant à l'abbaye de Saint-Victor-lez-Marseille, lesquels trois fours avaient été cédés par le gouvernement, savoir : deux tiers audit bureau de bienfaisance de La Seyne, un tiers à celui du Beausset.

Ces fours ne pouvant plus être affermés, attendu le nombre de fours qui, depuis l'abolition des privilèges, ont été construits à la commune de La Cadière et sur son territoire ³²³.

SUPPLIQUE À L'EMPEREUR (1810)

Dans une supplique adressée à l'empereur, le Conseil municipal de La Seyne expose :

« — que la dame Denans réclame la somme de 4.650 francs, solde du terrain cédé à la commune pour l'agrandissement du port. Les temps malheureux de la Révolution n'ont pas permis que la ville s'acquitte de sa dette ³²⁴.

« — plus de cent navires de commerce, qui étaient toute la ressource de la localité, furent enlevés de vive force par les Anglais ;

« — toutes les maisons et le peu de propriétés rurales qui existent dans cette commune qui ne peut subsister que par les revenus de la mer, furent dévastées ou brûlées sous l'effet des bombes et des boulets ;

« — les dépôts, même les plus inviolables, les registres des notaires publics subirent le même sort et cette perte irréparable a jeté, dans le sein des familles, un désordre affreux et a occasionné des pertes incalculables ;

« Dans cet état d'indulgence et de malheurs irréparables, les habitants de La Seyne n'ont d'autre ressource que la bienveillance paternelle du meilleur des monarques dont le cœur compatissant n'éprouve pas de plus grande satisfaction que d'essuyer les larmes des malheureux en faisant cesser leur disgrâce ³²⁵ ».

323. A.C.L.S. Il s'agit d'anciens biens seigneuriaux, devenus propriété de la Nation, dont les revenus avaient été affectés aux bureaux de bienfaisance en question, successeurs des « Miséricordes » de l'Ancien Régime.

324. A.C.L.S. Dette d'une valeur de plus d'un million de francs actuels.

325. A.C.L.S. Délibération du 18 février 1810.

RÉTABLISSEMENT DU PETIT SÉMINAIRE

Le 11 décembre 1811, le Conseil émet le vœu de savoir s'il importe aux habitants de La Seyne de réclamer que l'école secondaire ecclésiastique sous le nom de Petit Séminaire de La Seyne, supprimée par décret impérial du 25 novembre dernier, soit conservée sous le nom d'institution ou pension.

Le Conseil :

« Attendu que les jeunes gens de cette ville (de La Seyne) ont besoin d'une instruction analogue à l'état maritime, sa population n'étant composée que de marins et ne pouvant subsister que par la Marine, qu'elle ne peut se passer d'une maison d'instruction où les jeunes gens reçoivent les premiers éléments des mathématiques et du système métrique...

« Demande le rétablissement du Petit Séminaire ».

Cette requête n'eut pas de suite ; le Petit Séminaire demeura hôpital militaire jusqu'en 1814.

CONFRÉRIE DES « FRÈRES DE LA MISSION »

Dans sa lettre du 14 janvier 1808, adressée au sous-préfet de Toulon, le maire de La Seyne expose que la société, nouvellement établie, dite des « Frères de la Mission », a fait un bon effet sur la population de sa commune. « Cette confrérie, dit le maire, accomplit des tâches humanitaires : mise en bière, lors de leurs décès, des pauvres de l'hospice et de ceux secourus par le bureau de bienfaisance ».

« Ils vont aux processions générales et sortent en compagnie du recteur de la paroisse. Ils s'occupent des malades, des gens dans le besoin ; ils ont, d'ailleurs, été établis suivant un règlement de Mgr l'Archevêque d'Aix approuvé par mes soins » (A.C.L.S.)

PLAINTES CONTRE LE RÉGIMENT D'ISEMBOURG

Dans une autre lettre, également adressée au sous-préfet, le maire réclame des mesures contre les soldats du régiment d'Isembourg stationné à La Seyne lesquels, dit-il, se livrent à des vols et à différents méfaits au préjudice des habitants qui ont déjà souffert en 1793.

Il demande au sous-préfet d'y mettre un terme mais ajoute, toutefois, qu'il se loue de leur colonel et des officiers. En conclusion, il sollicite l'éloignement de cette unité (lettre du 11 décembre 1806) [A. C.]

Le régiment d'Isembourg était une unité d'infanterie légère qui avait été formée à Mayence et dont le colonel titulaire était un prince allemand. Il était recruté d'éléments étrangers à l'exclusion de tout soldat français. Son uniforme, de même coupe que celle des régiments français, était de couleur bleu céleste, avec collet jaune, passe-poil et boutons blancs, la doublure étant bleu céleste.

On retrouve, plus tard, cette unité en Italie et à Corfou.

DÉCÈS DE MARINS

La mairie reçoit la triste nouvelle du décès de plusieurs marins originaires de La Seyne ou dont les familles y habitent ; ce sont : le deuxième maître timonier Louis-Marie Hervé, mort à Fort-de-France (Martinique) à bord du *Bucentaure*, le 6 prairial, an XIII ; le mousse Jean-Antoine Olive, péri dans le naufrage de *l'Indomptable*, le 3 brumaire, an XIV ; Esprit Rabattu, maître canonnier, sur le *Swifsure*, tué au combat le 29 vendémiaire, an XIV ; André Gueit, maître calfat sur *Le-Pluton*, également mort au combat le même jour ; Pierre Mabillet et Marie Berny, disparus avec *L'Indomptable*, en rade de Cadix, le 3 brumaire, an XIV.

LEVÉE DES CONSCRITS DE LA CLASSE 1807

Une circulaire du préfet du Var, du 11 décembre 1806, arrivée à la mairie, prescrivait de procéder, dans l'étendue de la commune, à la levée des conscrits appartenant à la classe 1807. « L'Empereur, disait le préfet, compte sur le zèle et la célérité des administrateurs pour conduire à bien cette importante opération ».

CULTURE DES ORANGERS ET DES CITRONNIERS
DANS LE VAR (1808)

Lors d'une enquête, prescrite par le ministre de l'Intérieur, le préfet du Var fait connaître, dans sa réponse, que, dans son département, « des orangers sont cultivés en espalier à La Seyne, à Six-Fours, à Saint-Nazaire et à Bandol ; en espalier et en plein vent à Ollioules, à Toulon, etc. » (Lettre du baron d'Azémar du 1^{er} novembre 1808. Archives départementales du Var, reg. corresp. préfet, M. 19).

EMPLOI DE PRISONNIERS DE GUERRE (1809)

La commune de La Seyne est invitée à faire connaître le nombre de prisonniers de guerre qui seraient susceptibles d'être employés dans les travaux agricoles, dans les chantiers ou dans les manufactures du pays, aux conditions prévues par les lois en vigueur (Circulaire du sous-préfet de Toulon, juin 1809).

Nous ignorons si la municipalité seynoise voulut bénéficier de cette offre de main-d'œuvre ; c'est peu probable mais il y eut, vraisemblablement, des prisonniers de guerre employés dans les travaux de fortification effectués sur le territoire de la commune : Balaguier, batteries de côte et Saint-Mandrier.

ÉDIFICATION DU FORT CAIRE OU NAPOLEON (1811-1813)

Pour renforcer la puissance défensive des ouvrages de Balaguier et de l'Éguillette, l'autorité militaire décida de reconstruire l'ancienne redoute Caire ou Petit-Gibraltar, dans la presque-île de Balaguier dans le terroir de La Seyne.

Un premier fort fut donc construit sur son emplacement et son exécution poursuivie, plus ou moins activement, par la suite ; ce fort contenait tous les logements nécessaires et positions de batteries. Il fut baptisé alors « Fort Napoléon », nom qu'il a conservé, les gens du pays le nommaient aussi « Fort Caire », désignation qui rappelait l'ancien propriétaire qui possédait cette colline avant la Révolution.

Mais, à la fin de l'Empire, l'ouvrage n'était pas encore achevé ; il restait encore certains travaux à effectuer représentant une valeur d'environ 105.000 francs (francs-or).

À la même époque, les ouvrages de La Carraque et de Saint-Elme furent réfectionnés ; ceux de Cavalas et de la Verne, mis en service.

ESSAIS ET CULTURE DU COTONNIER DANS LE VAR (1806-1810)

Afin de parer aux difficultés nées du blocus anglais et sur les ordres de Napoléon, le ministre de l'Intérieur informa les préfets qu'une prime d'un franc (un franc-or) par kilo de coton récolté serait accordée aux propriétaires agricoles des départements qui voudraient bien se livrer à cette culture, réservée, bien entendu, aux régions dans le climat était jugé propice à la bonne croissance du coton ; le Var fut compris parmi ces dernières, surtout sa zone littorale.

Aussi notre commune reçut-elle des instructions à ce sujet. Il était recommandé au maire de donner toute la publicité possible à la prime d'encouragement prévue par le gouvernement, par affiches et par crieur public dans les campagnes.

Des essais de culture du cotonnier furent effectués dans la région seynoïse, à Six-Fours, Toulon, Ollioules, etc., de 1806 à 1811 ; à Toulon, ils eurent lieu dans le jardin botanique de la Marine et à La Seyne dans les endroits chauds et bien exposés. Ils donnèrent, en général, des résultats assez satisfaisants ; un semis, fait dans l'enclos de l'hôpital de Saint-Mandrier, avait parfaitement réussi.

Un certain rendement fut donc obtenu dans notre pays pour cette culture d'une plante exotique dont les lieux de plantation, de grand rendement, étaient l'Inde, l'Afrique, les Antilles, les États-Unis, l'Amérique du Sud, etc.

Le maire de La Seyne, M. Raimondis³²⁶, reçut, avec ses collègues des communes du littoral, une circulaire du préfet du Var, en date du 2 janvier 1810, prescrivant de faire connaître, à la suite des bons résultats données, les noms des propriétaires cultivateurs se proposant de poursuivre la culture du cotonnier dans la commune ; ladite circulaire fut adressée aux municipalités de la zone maritime depuis Bandol jusqu'au fleuve Var.

SUPPRESSION DES PERMISSIONS AUX CANONNIERS GARDES-CÔTES (1809)

Une dépêche de la 8^e division militaire, dont dépendait la commune de La Seyne, fit savoir aux intéressés qu'il ne serait plus délivré de permission aux canonnières gardes-côtes du Var et que les hommes en congé devaient rejoindre immédiatement leur poste sur le littoral.

Cette mesure était motivée par l'apparition d'une flotte ennemie au large de notre côte (Circulaire du sous-préfet de Toulon communiquant l'ordre du ministre de la Guerre, de juin 1809).

326. Raimondis Joseph-Jean, maire de 1802 à 1813.

Pour notre région, les sept compagnies de canonniers dépendant de la direction de Toulon, étaient astreintes à cinq années de service, les célibataires étant appelés en priorité.

En temps normal, les compagnies ne possédaient, en service, que la moitié de leur effectif ; le reste demeurant quinze jours dans ses foyers, sauf en cas de danger ou de menace.

MARIAGE DE MILITAIRES (1810)

Un arrêté du préfet du Var, du 7 avril 1810, transmis par une circulaire du sous-préfet de Toulon, demande au maire de provoquer une convocation extraordinaire du Conseil municipal de La Seyne afin de procéder au choix de deux militaires du pays comptant au moins une campagne, et de deux jeunes filles, de la localité, en vue de leur mariage qui devra être célébré le 22 avril courant, les garçons appartenant soit à l'armée de terre, soit à la marine.

L'arrêté du préfet indiquait qu'une dot de 600 francs (francs-or) serait accordée aux jeunes époux, cette dote étant payable le jour même de leur union.

Ces mariages étaient ordonnés par Sa Majesté l'Empereur à l'occasion de son propre mariage à Paris avec Marie-Louise d'Autriche.

ÉCHANGE DE PRISONNIERS DE GUERRE (1810)

En vertu d'accords particuliers, des prisonniers de guerre furent échangés entre la France et l'Angleterre sous le 1^{er} Empire. Des Seynois, marins surtout, bénéficièrent de cette mesure. Ce fut le cas, par exemple, pour le sieur Pothonier Louis-Sauveur, enseigne de vaisseau sur *L'Uranie*, renvoyé sur parole sous condition d'échange (certificat du ministère de la Marine et des Colonies, du 5 novembre 1810). Ce Pothonier, né à La Seyne le 1^{er} janvier 1778, sera lieutenant de vaisseau en 1814 et décoré de la Fleur de Lys par Louis XVIII.

Mais beaucoup d'autres Seynois prisonniers n'eurent pas cette chance et restèrent sur les pontons anglais.

MARIAGE D'UNE ROSIÈRE (1810)

Après les militaires, ce fut le tour des « rosières ». L'Empereur, voulant récompenser la sagesse et la vertu chez les jeunes filles les plus méritantes des communes de France, désirant se marier, fit ordonner aux préfets des départements de donner des instructions aux maires de leur ressort en vue de choisir une jeune personne, dans chaque localité, qui remplirait les conditions requises.

La circulaire que reçut, à ce sujet, le maire de La Seyne, indiquait qu'une dot de 600 francs (francs-or) serait allouée à la candidate retenue ; le mariage de cette dernière avec son futur époux devait être célébré le 2 décembre, jour anniversaire du couronnement de l'Empereur et de la bataille d'Austerlitz.

Nous n'avons pu savoir quel était le nom de l'heureuse lauréate seynoise, ni sa profession, ni son quartier, mais nous avons appris que, chez nos voisins d'Ollioules, ce fut la demoiselle Marguerite-Reine Lambert, âgée de 27 ans, qui obtint la majorité

des suffrages des conseillers de la commune. Cette demoiselle épousa, le 2 décembre 1810, le sieur J.-Joseph Martinenq, âgé aussi de 27 ans, conscrit de l'an XIII, natif de La Seyne et fils de Jean-Pierre, cultivateur, et de Anne-Victoire Graye.

BLOCUS DE LA CÔTE ET SURVEILLANCE DU LITTORAL (Premier Empire)

La présence fréquente d'escadres ou de patrouilles ennemies, de corsaires barbaresques, au large de notre côte, essayant d'intercepter ou de capturer des convois et navires français ou alliés, sortant des ports provençaux ou voulant y entrer, obligeait les autorités et les postes du littoral à un service de surveillance continue fort attentive.

Cette surveillance faisait naturellement l'objet de rapports nombreux, aussi bien, en ce qui concernait le littoral seynois, des sémaphores que des batteries, forts et vigies divers. Des coups de canon se semonce étaient tirés sur les bâtiments suspects qui passaient à portée de leur tir.

Nous indiquons, ci-après, à titre documentaire, un certain nombre de rapports ou de comptes rendus intéressants, à ce sujet, quelques années du milieu de l'Empire :

- Rapport du guetteur de la vigie de Cépet (Saint-Mandrier) qui signale qu'il a vu un gros chebek à 3 mâts, vraisemblablement barbaresque, accosté en pleine mer auprès d'une tartane marchande présumée capturée par ce pirate (Rapport du 24 mars 1808).
- Demande de l'inspecteur de l'arrondissement sémaphorique, de mars 1811, tendant à obtenir que le poste de Sicié soit doté d'une deuxième pièce de canon de 18 ou de 24 ; ce même poste de Sicié signale, en août 1811, une escadre anglaise paraissant être en croisière devant Toulon.

Plus tard, l'inspecteur sémaphorique rend compte à l'autorité maritime des travaux relatifs au changement du mâât du sémaphore de Sicié (Lettres des 10 et 14 octobre 1811).

- Dans un nouveau rapport, du 19 octobre, le même fonctionnaire rendait compte au général préfet maritime, baron de l'Empire, à Toulon, que le sémaphore de Sicié a été remis en place, après réparation, et que les signaux n'ont éprouvé aucune interruption de ce fait, bien qu'une escadre ennemie se trouvait en vue de la vigie du cap Cépet ; les guetteurs du poste de Sicié ayant, néanmoins, continué à observer ses mouvements.

L'inspecteur se déclarait très satisfait de la corvée des apprentis-ouvriers et des divers ouvriers qui ont travaillé à cette mise en place. « Le mâât du sémaphore, disait-il, sera peint aujourd'hui à une première couche. Les maçons et charpentiers travaillent aussi à réparer les dommages occasionnés à la couverture de la chapelle (de Notre-Dame-de-Bonne-Garde-de-Sicié). Le renouvellement du sémaphore était très urgent à cause de son mauvais état. Signé : Barreantz ».

- Rapport du 1^{er} janvier 1812 des guetteurs du cap Sicié. Ils signalent, à longue distance, une frégate non déterminée qui a mis le feu à un brick marchand, sans doute après sa capture (Lettre de l'inspecteur, datée de La Seyne, au préfet maritime du VI^e Arrondissement, à Toulon).

- Le 7 février 1812, rapport du sous-commissaire de la Marine, Monoyer, chargé du quartier de La Seyne, signalant que ledit jour, trois matelots prussiens déserteurs ont débarqué à Saint-Elme en provenance d'un bateau catalan capturé, dans les parages de Toulon, par les Anglais ; ces matelots ayant réussi à s'enfuir avec ce bateau et à aborder à notre côte ³²⁷.
- Autre compte rendu informant le préfet maritime que le 7 mars six matelots français du vaisseau *L'Austerlitz* viennent d'être arrêtés aux Sablettes par un détachement du 29^e régiment qui les conduit à La Seyne d'où les gendarmes les emmèneront à Toulon. Ces marins ont déclaré être venus aux Sablettes pour y extraire du sable dans ce quartier, déclaration, dit le rapport, qui « a été accueillie avec incrédulité ».
- Le 12 août 1812, le sous-commissaire de la marine, à La Seyne, signale au préfet maritime l'approche d'une escadre hostile comprenant cinq vaisseaux à trois ponts, reconnus sur treize voiles, puis quatre vaisseaux, une frégate, une corvette et un brick qui ont été bombardés par la batterie côtière de Fabrégas ; le 23 août, le même officier rendait compte de la réparation de la maçonnerie de la base du mât sémaphorique de Six-Fours, et, le 4 septembre, il entretenait le préfet du besoin de changer le mât de ce sémaphore.

D'après une lettre du 4 juillet 1812, du sous-commissaire de La Seyne, un détachement de troupe de ligne cantonne à l'île des Embiez, au Brusç ; des patrons de barques ont été désignés par le syndic maritime de Six-Fours pour faire le service de ces militaires et de leur ravitaillement ³²⁸.

NAISSANCE DU ROI DE ROME (20 mars 1811)

À l'occasion de la naissance du fils de l'Empereur, la mairie de La Seyne avait mis au concours un prix de poésie destinée à récompenser la meilleure forme de vœux exprimés.

Le jury décerna ce prix à un jeune homme de la ville, Esprit-François Barralier neveu.

*Souhais à Sa Majesté le Roi de Rome (sic)
Que cet auguste enfant puisse égaler son père,
Qu'il sache, comme lui, vaincre et donner la paix,
Qu'il imite toujours les vertus de sa mère,
Et que tout l'univers proclame ses bienfaits.*

Le prix, remis au cours d'une séance solennelle à l'hôtel de ville, consistait en un couvert en argent, gravé de ces mots : « Naissance du Roi de Rome ».

327. Dans un rapport du 18 mars, il est dit que ce navire leur sera laissé, ce bateau se trouvant au quartier de Saint-Elme, en dehors des Sablettes.

328. Archives du port de Toulon : Correspondances du chef d'administration Marine, à Toulon, avec le commissaire des classes du quartier de La Seyne, et de ce quartier avec le préfet du 6^e arrondissement.

ÉTAT FINANCIER DE LA COMMUNE SOUS L'EMPIRE

À la suite du rapport établi, en décembre 1812 et janvier 1813, par le maire J.-J. Raimondis, d'après les comptes du receveur communal Antoine Portanier, la situation budgétaire, pour les années 1811 et 1812, s'établissait comme suit :

Recettes année 1811 et antérieures	41.426,83 F
— Année 1812	43.090,07 F
	84.516,90 F
Dépenses année 1811 et antérieures	40.782,26 F
— Année 1812	42.096,69 F
	82.878,95 F

Pour l'année 1813, les recettes s'élèvent à 48.137,28 F et les dépenses à 46.346,59 F. (Rapport du maire du 18 décembre 1813).

D'où excédent budgétaire de 1.637,95 F pour l'exercice 1811-12 et de 1.790,69 F pour celui de 1813 (A.C. de La Seyne).

ANNIVERSAIRE DU COURONNEMENT DE L'EMPEREUR (1813)

Malgré les événements extérieurs qui assombrissaient passablement la fin de l'année 1813, le maire, se conformant à des ordres supérieurs, prit un arrêté, le 1^{er} décembre 1813, afin d'organiser le programme de la célébration de l'anniversaire de la fête du couronnement de Sa Majesté l'Empereur qui devait avoir lieu le premier dimanche de ce mois de décembre 1813.

Dès la veille : sonnerie de cloches à midi et le soir. Le jour de la fête : office solennel à Notre-Dame-de-Bon-Voyage (*Te Deum*) avec participation des autorités civiles, religieuses et militaires de la commune distribution d'aumônes aux pauvres de la ville ; danses publiques illuminations de l'hôtel de ville, édifices publics et demeures de notables.

Dépenses prévues :

Tambourinaires : 12 F. — Chandelles : 3 F. — Aumônes : 10 F. — Disponible (divers) : 25 F, sur un crédit alloué de 50 F. (A.C. de La Seyne).

COMMANDEMENT DE LA PLACE (1813)

Par décision de S. E. le maréchal de l'Empire, prince d'Essling, le sieur Bonnet est nommé commandant de la place de La Seyne (Var) ; la population en est avisée par le maire par une affiche datée du 3 juillet 1813.

La décision prescrit, en outre, qu'un poste de quatre hommes et un caporal sera détaché à l'hôpital militaire de la ville (Les Capucins) pour assurer un service de garde.

FOURNITURES AUX TROUPES STATIONNÉES DANS LA COMMUNE (1813-1814)

On note la présence, dans les années 1813-1814, des unités suivantes stationnées dans le territoire de la commune de La Seyne :

- 1^{er} régiment corse, 90^e compagnie de canoniers gardes-côtes, auxquels est assurée la fourniture de vivres par la municipalité.
- 30^e et 31^e compagnies mobiles du 4^e d'artillerie à pied à Saint-Mandrier ; fournitures diverses et de fourrages pour les chevaux et mulets.

Des chandelles, pour éclairage des corps de garde, sont également fournies aux ouvrages suivants :

- L'Éguillette, Balaguiet, Marigaud, Saint-Elme, Fabrégas, Bau-Rouge, Le Jonquet ; vivres et chandelles aussi aux batteries de La Coudoulière, Mort-d'Huy, Cépet, du Puits, de La Caraque et de Saint-Mandrier (presqu'île de Cépet).

Le 4 mars 1814, le maire signale au sous-préfet l'arrivée de 500 hommes de troupe de la Marine à qui il doit fournir des vivres et des objets ; le maire demande si le règlement en sera effectué par l'administration de la Guerre ou par celle de la Marine.

Par arrêté du maire de La Seyne, en date du 25 juillet 1813, le prix du pain fut fixé aux boulangers comme suit :

- 45 centimes pour la première qualité et 35 centimes pour la seconde.

EXPERTISE DE PROPRIÉTÉ (1813)

À la suite d'un projet d'établissement de batteries, redoutes et autres postes militaires dans la presqu'île de Cépet, le maire prend un arrêté en vue de l'expertise de la propriété foncière du sieur Rolland devant être acquise par l'État. À cet effet, il nomme le sieur Foucard François, notaire impérial à la résidence d'Ollioules, pour procéder à cette expertise de concert avec le représentant du sieur Rolland (A.C. de La Seyne : arrêté du 12 octobre 1813, signé Fauchier).

LE 2^e RÉGIMENT DE LA MÉDITERRANÉE À SAINT-MANDRIER ET À PORQUEROLLES (1811)

Des mesures furent prises en mai 1811 pour former ce régiment destiné à assurer la défense de certains points du littoral contre un débarquement ennemi éventuel et garder les ouvrages fortifiés du port de Toulon et de ses environs.

À cet effet, l'ordre suivant parvint au commandant de la 8^e division militaire dont dépendait notre région :

« Le général, commandant la 8^e division militaire, doit avoir reçu l'ordre de placer les deux premiers bataillons du régiment de la Méditerranée dans la presqu'île du cap Cépet (Saint-Mandrier). On en peut mettre un au Lazaret et l'autre à l'hôpital qui y existe, ou le faire couper, deux autres bataillons seront mis à l'île d'Hyères (*sic*).

« On prendra des précautions pour que la gendarmerie ait un service extraordinaire à la presqu'île de Cépet et que les conscrits ne puissent s'échapper. Moyennant ce, les quatre bataillons se formeront comme il vient d'être indiqué. Le 5^e bataillon entrera au fort Lamalgue.

« Telle est l'instruction qu'il faut transmettre au commandant de la division militaire.

« *Signé* : NAPOLEON ».

Le 13 août suivant, nouvelle instruction, au sujet de ce régiment, donnée au ministre de la Guerre, duc de Feltre :

« Donnez ordre, par estafette, au colonel du 2^e régiment de la Méditerranée de se rendre à Porquerolles pour y commander les deux bataillons de ce régiment et y rester tout le temps que les Anglais demeureront dans la baie d'Hyères.

« Rambouillet, le 13 août 1811.

« *Signé* : NAPOLEON ». ³²⁹

Visiblement, l'Empereur craignait un coup de main britannique sur notre littoral ou sur les îles d'Hyères.

LE PORT DE LA SEYNE (1812-13)

Le port primitif avait été creusé au XVI^e siècle, mais il avait reçu des agrandissements successifs, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, afin d'être en état de recevoir des vaisseaux d'assez gros tonnage. On sait qu'une extension importante de notre havre allait être entreprise à la veille de la Révolution, parallèlement à des créations d'installations portuaires et d'un nouveau quartier urbain au lieu dit « Les Esplageolles » ; tout cela fut définitivement bloqué par les événements de 1789 et des années qui suivirent.

Cependant, sous le premier Empire, dans les années 1812-1813, le port de La Seyne fit l'objet de certains travaux ; le terre-plein débordant du quai Regonfle fut supprimé, la darse fut approfondie et la superficie du plan portée à 24.500 mètres carrés, le développement des quais atteignant alors 700 mètres environ. Le port prit ainsi le visage que nous lui avons connu jusque vers la fin de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

Sous Napoléon I^{er}, il abritait une centaine de bâtiments de tous tonnages dont une bonne douzaine armés pour la guerre de course que leurs équipages firent avec audace, vaillance et profit.

Bien que la navigation commerciale et la pêche, au large, fussent gênées par les croisières anglaises, le trafic maritime du port se poursuivait, forcément plus réduit qu'autrefois, surtout au XVIII^e siècle où il était devenu très actif ³³⁰.

329. A. Chuquet : *Ordres et apostilles de Napoléon*, tome III, Paris, H. Champion (1912).

330. Dans son *Histoire de l'Empire* (t. IV, p. 243), Thiers évoque le souvenir de nombreux navires immobilisés dans le port de Marseille par le blocus et la guerre.

Les constructions navales locales maintenaient un rythme d'activité non négligeable, leurs carnets de commandes étaient abondamment alimentés par les demandes de l'arsenal de Toulon ; nos chantiers fabriquaient pour la marine des bateaux de charge, gabarres, chalands, corvettes, etc., tandis que notre port lui prêtait le concours de ses navires pour des convois ou expéditions.

Nous reviendrons là-dessus, avec plus de détails, notamment sur les corsaires seynois, dans la partie « Histoire maritime » de notre ouvrage.

LE MARÉCHAL MASSÉNA, GOUVERNEUR DE TOULON ET DE LA 8^E DIVISION (AVRIL 1813)

L'une des plus grandes figures militaires de l'époque, le maréchal Masséna, prince d'Essling, fut investi, en avril 1813, de l'important poste de gouverneur de la place de Toulon et de son camp retranché, ainsi que de la 8^e division militaire à laquelle appartenait le département du Var.

Toute notre région se trouvait donc, au point de vue militaire, placée sous ses ordres. Voici l'ordre impérial concernant cette nomination :

« De Saint-Cloud, le 14 avril 1813,

« Le prince d'Essling, maréchal de l'Empire Masséna, se rendra à Toulon et en prendra le commandement comme gouverneur. Il aura, en outre, le commandement supérieur de toute la VIII^e région militaire.

« Toutes les troupes de la marine, destinées à la défense des côtes et de la ville, les troupes de terre et les gardes nationales sont sous ses ordres.

« *Signé* : NAPOLEON ».

LES RÉGIMENTS DES GARDES D'HONNEUR (1813)

La désastreuse campagne de Russie avait grandement décimé la cavalerie française et le gouvernement impérial dut pourvoir à la reconstitution de cette arme avant l'entrée en campagne, en Allemagne, des nouvelles formations destinées à réparer nos revers.

Parmi les moyens qu'il employa à cet effet, figura le recrutement par l'intermédiaire des préfets, de jeunes hommes remplissant les conditions morales et physique propres à en faire de bons sujets et appartenant à des familles aisées, de l'ancienne noblesse ou de la bourgeoisie du département.

Cette mesure fit l'objet du décret du Sénat impérial du 5 avril 1813 qui fut signé par Napoléon, à Paris, en son palais de l'Élysée.

Le décret en question prévoyait que les gardes d'honneur, nom de la formation d'élite que l'on voulait constituer, seraient équipés, habillés et armés à la hussarde, et que les colonels de ces régiments auraient le rang de général de division ou de brigade.

D'autre part, et dans le même but, le gouvernement provoqua des offres volontaires de la part des Conseils municipaux pour donner à cette future cavalerie les chevaux qui lui étaient nécessaires.

Une réunion des maires du canton d'Ollioules, dont faisait partie La Seyne à cette époque, se tint le 29 janvier 1813 à l'hôtel de la sous-préfecture de Toulon ; il y fut question d'offrir à Sa Majesté 7 chevaux et leurs cavaliers, armés et équipés. Cette offre était accompagnée d'une adresse de dévouement et de fidélité des représentant des localités du canton.

La répartition de ces 7 chevaux s'établissait comme suit :

3 à fournir par les communes de La Seyne et de Six-Fours,

2 à fournir par celles de Saint-Nazaire et de Bandol,

2 à fournir par les communes d'Ollioules et d'Evenos.

Toulon et Marseille offrirent, respectivement, 20 et 30 chevaux.

CHUTE DE L'EMPIRE ET ABDICATION DE NAPOLÉON (Avril 1814)

La France traversait maintenant des heures sombres. À nouveau, elle avait connu l'invasion dans ses provinces de l'Est, et des revers succédant aux victoires. Les armes s'étant tues, le 11 avril 1814, Napoléon signa son abdication première ; le 20 avril, il partait pour l'île d'Elbe, sur les côtes d'Italie, dont le traité de Fontainebleau lui assurait la souveraineté et où l'accompagnèrent quelques fidèles et environ un millier de soldats.

Au contraire de Marseille où l'enthousiasme royaliste était grand, Toulon, ville militaire, et sa région demeuraient, en bonne partie, fidèles à l'Empereur³³¹.

331. Le traité de paix de Paris, du 30 mai 1814, fut annoncé aux habitants du Var par le Préfet Leroy de Boisaumarié, qui fut en fonctions du 25 août 1811 au 18 juillet 1814 ; le texte de ce traité, présenté par le Préfet, fut affiché le 10 juin 1814 sur les murs de La Seyne.